

Pour une régularisation maintenant !

Débat animé par Inés Mateos (IM)

Bea Schwager (BS), Simone Prodolliet (SP), Ada Maria (AM), Silvia Mariño (SM)

BS : En tant que collectif de soutien aux sans-papiers, le travail à faire est sur la durée.

IM : Silvia Marino, pourquoi vous restez activiste ?

SM : Bonjour à vous toutes et tous, la rencontre avec le Collectif de travailleuses et de travailleurs sans statut légal (CTSS) cela m'a aidé à dénoncer les choses que j'ai traversées. Même aujourd'hui, si le Collectif n'existe plus, je continue cet engagement. Il y a celles et ceux qui sont arrivé-e-s comme nous, il y a celles et ceux qui ont grandi ici, c'est très important de continuer.

IM : C'est important que plusieurs générations restent dans la lutte.

Simone Prodolliet, dans le cadre de cette commission – cheffe du Secrétariat de la Commission Fédérales pour les questions de migration (CFM) – vous avez été active pour des demandes au cas par cas.

SP : Il fallait être pragmatique en Suisse, dans plusieurs domaines, mais tout particulièrement sur la question des sans-papiers. Dans ce contexte, nous avons trouvé plus favorable de prendre de petites mesures. La politique des petits pas. Dans un premier temps, nous avons créé une commission indépendante.

IM : Ada Marra, vous êtes parlementaire du canton de Vaud et présidente de la Plateforme.

AM : Je remplace Eric Voruz, je suis la toute nouvelle présidente. Ma motivation, c'est que je suis une segunda. Dans la commission des institutions politiques, je ne voyais plus comment continuer, dans cet espace. Ma petite victoire politique, c'est la naturalisation facilitée de la 3^{ème} génération.

IM : Silvia Marino, quel est votre témoignage ? Qu'est-ce qui a changé quand vous avez eu votre permis ?

SM : C'est le terme « sans statut légal » que j'utilise. Pour moi, avoir une autorisation de séjour, cela m'a permis d'avoir moins peur. Même si encore aujourd'hui, quand je vois des douaniers, je me dis on va me contrôler, parce que j'ai l'air d'être sud-américaine.

IM : Il nous faut avoir en tête que ces personnes ont peur. Merci beaucoup pour ce témoignage.

Qu'est-ce qu'on pourrait faire pour trouver des brèches, face à ce mur, comme il a été dit.

BS : Pourquoi c'est tellement difficile de procéder à une régularisation en Suisse ? A mon sens, c'est qu'en Suisse-alsacienne les sans-papiers doivent vivre de manière invisible. Ils ne sont pas présents dans le quotidien des Suisses. Depuis des années, on nous dit, mais vous avez les cas de rigueur. L'année dernière nous avons régularisé 20 personnes. Ce thème n'est pas assez présent, pas assez visible.

IM : Ada Marra, vos collègues au parlement sont-elles / ils prêt-e-s à parler de régularisation ?

AM : Si on prend un autre sujet, par exemple la pauvreté, la première fois que ce terme est sorti dans un rapport officiel, c'est en 2010. Pour les personnes sans statut légal, la question de la visibilité est essentielle. La méconnaissance de la réalité, des conditions de vie et de travail des personnes sans statut légal est énorme. Il est nécessaire d'avancer des chiffres.

Prenons un autre exemple, l'illettrisme, il a fallu que le coût de l'illettrisme soit fixé, pour aborder réellement cette question.

SP : Pour les chiffres, la prochaine étude avancera quelques chiffres. Le système fédéral est un problème en Suisse. Personne ne veut prendre la responsabilité. C'est une affaire cantonale. Pour les personnes sans statut légal, c'est un problème de fédéralisme. Pour les cas de rigueur, nous avons proposé que ceux-ci soient analysés au niveau cantonal. Nous n'avons aucune chance que cela passe.

Au niveau cantonal, il faut avancer des idées cantonales, par exemple dans le canton de Zürich, le fait que des personnes sans statut légal aient accès à la citoyenneté au niveau cantonal serait déjà un pas énorme.

IM : Que pouvons-nous faire pour garantir la visibilité ?

SM : Je suis venue de Genève avec l'espoir de partir avec une revendication concrète. Nous avons tous peur au départ. Il y a eu la procuration et la création du Collectif de soutien aux sans-papiers. La procuration nous a permis d'avoir accès à une protection juridique (en cas de contrôle), même si nous n'avions pas de régularisation en vue. Ces dispositions doivent être mises en place dans chaque canton.

IM : Pour les gens, on pourrait collecter ces listes comme à Genève en 2005 ?

BS : Par rapport aux demandes anonymes, je suis ambiguë, car nous décevons beaucoup de monde, car nombre d'entre elles n'aboutissent pas. C'est pourquoi, la proposition de la Ville de Zurich est une manière très concrète de s'engager.

IM : Pourquoi ne pas tenter de régulariser de manière collective. Est-ce que cela ne changerait pas au niveau du parlement ? Prenons, la crise de l'asile, les 523, sur le canton de Vaud. Il y a d'abord eu un deal politique entre Schiffer et Blocher, 1000 ont été régularisé-e-s, 523 pas. Il y a eu une très forte mobilisation. La limite, c'est mettre au grand jour ou le faire de manière cachée. Il est nécessaire de mobiliser les êtres humains avant les institutions...

IM : Que se passerait si le même genre de dynamique, que celles des 5000 dossiers de Genève, était fait dans d'autres cantons ?

SP : Certainement cela bougerait, si cela venait de différents cantons. Même s'il y a la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse, on ne pourrait plus dire que cela ne nous concerne pas.

IM donne la parole à la salle. Quels sont vos points de vue, vos besoins ? Que faut-il pour se mobiliser politiquement en tant que sans-papiers ?

- un participant : il est nécessaire de trouver des médias pour diffuser ces informations. Dans les médias, tout le monde parle des étrangers/ères, l'image des étrangers/ères en Suisse est négative, cela stimule la xénophobie de la société civile et des politiques. Il est important de rendre visible. Je suis témoin de toutes ces luttes, c'est essentiel pour les prochaines générations.

- Elisabeth Joris : nous parlons beaucoup des personnes sans-papiers, mais qui sont les personnes employeuses ? Il faut aussi parler de ces personnes. Comme cela, ce ne serait plus seulement la question de la CFM, mais également celle du marché du travail et de la situation économique.
Ma question à Simone Prodolliet, parlez-vous dans vos études des personnes employeuses ? Nous pourrions ainsi retourner la situation.
- Simone Prodolliet : Oui, les personnes employeuses, il faudrait les rendre visibles.
- Denise Efionayi-Mäder : Oui il y a quelques chiffres, notamment dans le secteur de l'économie domestique. Mais, il y a une lacune de recherche dans ce domaine.
- Un participant : comment toucher la population civile ? La migration c'est plutôt une valeur ajoutée. Dans certains cantons, il n'y même pas de Collectifs. Nous devons continuer la lutte avec des sans-papiers. C'est à eux de s'engager. Comment revendiquer ce droit, si dans certains cantons, ces personnes sont encore invisibles ? Notre travail c'est de participer à reconstruire ces organisations de base. C'est à eux de réagir.
- Ada Marra : Il n'y a pas un étranger. Aujourd'hui on dit l'étranger, en fait il en existe différents types. Je pense qu'il faut travailler l'opinion publique. Les sans-papiers qui viennent chercher du travail et les personnes requérantes d'asile, ce sont deux choses différentes.
- Inés Matteo : comment réactiver les mouvements des sans-papiers, comment tenir, face à tant de difficultés ? Ce sont des gens qui travaillent ici depuis longtemps.
- Silvia Marino : Un travail : un permis. En Suisse-allemanique, la question de qui est sans-papier se pose depuis longtemps. Il nous faut dépasser cela et mettre en avant la question du travail.
- Regula Erazo revient sur la nécessité de rendre visibles les personnes employeuses.
- Bea Schwager : un permis = un travail, c'est bien. Mais cela ne suffit pas. Il y a les enfants et les jeunes. Il ne faut pas non plus oublier les personnes qui ne travaillent pas mais qui ont également besoin d'une autorisation de séjour.

Le débat se clôt par la prise de parole de deux femmes sans autorisation de séjour qui soulignent notamment la nécessité de mettre des stratégies sur pied, rapidement.